

Les francophones doivent s'unir avant la prochaine crise

PAUL-HENRY GENDEBIEN

Ancien député

Le récépissé électoral de mai 2019 pourrait faire subir de nouvelles avaries au bateau belge. La «question nationale» posée par la Flandre n'est pas résolue et ne cessera pas de miner ce qui reste d'État.

Malgré six réformes constitutionnelles, la société flamande conserve un sentiment de malaise, à l'endroit de la Belgique, ce qui ne l'empêche pas de dominer de plus en plus les institutions fédérales. Ce processus s'est même aggravé sous les gouvernements Di Rupo et Michel, un processus qui répond aux intérêts de la Flandre mais qui se poursuit avec l'assentiment tacite et résigné des élus wallons et bruxellois.

On le voit, par exemple, avec le scandaleux retard du RER, le survol aérien de Bruxelles, le viol des arrêts du Conseil d'État pour la nomination des bourgmestres de la périphérie, la réduction du nombre de médecins en Wallonie...

Désosser l'État

Le mouvement flamand persiste dans son entreprise: désosser l'État belge, en s'abritant derrière le concept fallacieux du confédéralisme, manteau de Noé jeté sur le séparatisme.

Aux yeux des élites flamandes, c'est désormais la Belgique elle-même qui coûte trop cher, et pas uniquement la Wallonie, et Bruxelles n'est qu'un artefact féodal et brouillon. Aussi convient-il de gérer soi-même un maximum de compétences fédérales. Le pouvoir fiscal et surtout l'impôt sur les sociétés doivent revenir à la Flandre, et il faut encore raboter les transferts financiers Nord-Sud. Moins romantiques qu'autrefois, les dirigeants flamands veulent garantir un bon

avenir économique et social à leur peuple. Il s'agit de se débarrasser des entraves encore imposées par des partenaires francophones et jugées trop à gauche idéologiquement.

La Flandre entretient son désir à peine secret d'amplifier son statut de Région-Etat en vue d'accéder un jour au rang d'État-Nation. Celui-ci, croit-elle, pourrait lui être utile si on assistait à une nouvelle crise financière majeure, à des attaques spéculatives contre une Belgique instable et affaiblie, ou encore en cas d'autodissolution insidieuse de l'Union européenne, au moins dans ses formes et dimensions actuelles.

Aujourd'hui, le monde économique flamand redoute une longue crise post-électorale, débouchant sur une coalition hétéroclite et impuissante. Le cas échéant, il pourrait soutenir un gouvernement régional flamand radical dirigé par Bart De Wever.

À tort, les Francophones ont parié sur un apaisement du feu communautaire. Mais l'apparente modération de la N-VA n'était, comme prévu, qu'un leurre destiné à gruger ceux qui voulaient être trompés dans l'espoir de préserver la Belgique pour mille ans. Au soir du prochain scrutin, l'électorat autonomiste constituera le bloc politique le plus puissant.

Histoire moliéresque

Notre histoire contemporaine a quelque chose de stupéfiant, voire de moliéresque. Depuis cinquante ans, nos gouvernants ont agi comme des médecins de comédie à chapeaux pointus. À force de saigner et d'amputer le malade belge pour mieux le guérir, nos docteurs Purgon l'ont rendu encore plus fragile. Voilà pourquoi la longue et pacifique révolution flamande pourrait un jour avoir raison de l'État sans avoir tiré un seul coup de feu.

En briguant la tête de l'exécutif flamand, Bart De Wever espère donner un souffle nouveau à ce «grand dessein». Par ailleurs, l'obstacle de la non-révision de l'article 195 de la Constitution serait contournable en régionalisant des compétences supplémentaires en matière de sécurité sociale qui n'exigeraient pas une modification de la Charte fondamentale.

Si la N-VA revient au pouvoir fédéral, elle fera payer très cher sa participation. Si elle se replie dans sa forteresse régionale, elle pourra tirer à boulets noirs et jeunes sur l'État central.

Ainsi, dans les deux hypothèses, les Francophones se trouveraient dos au mur. Il faut donc poser la question: n'est-il pas impératif, pour les partis wallons et bruxellois, de se concerter avant le probable orage? Quel destin collectif digne de ce nom vont-ils enfin proposer à notre population, qui leur a fait confiance jusqu'à présent? Et quelle stratégie forte, à court mais aussi à long terme, sont-ils prêts à mettre en œuvre pour affronter la prochaine crise belgo-belge?

On en conviendra, la seule indignation morale devant les revendications flamandes n'est plus de mise. Pour les Wallons et les Bruxellois, une véritable *realpolitik* s'impose. Oui, il est vital de renouer enfin avec la concertation francophone.

Aujourd'hui, le monde économique flamand redoute une longue crise post-électorale, débouchant sur une coalition hétéroclite et impuissante.